

25 licornes, c'est fait. Et maintenant quel prochain objectif pour la French Tech ?

L'objectif fixé en 2019 par le chef de l'État a été atteint, avec trois ans d'avance. Dans quelle direction la French Tech regarde-t-elle désormais ?

Temps de lecture : minute

19 janvier 2022

Cette fois, c'est fait ! En septembre 2019, Emmanuel Macron fixait à la French Tech l'objectif d'atteindre 25 licornes d'ici 2025. En moins de trois ans, l'écosystème en a produit plus d'une quinzaine pour arriver à passer ce cap. Pas peu fier, le Président de la République a tenu à féliciter les nouvelles licornes dans une vidéo publiée sur son compte Twitter : " *Je les vois comme des exemples, des modèles à notre écosystème et ses 20 000 startups essentielles à notre économie, à notre société* ", a-t-il souligné.

25 licornes françaises : nous y sommes !

Ces 25 startups valorisées à plus d'un milliard de dollars, et avec elles toute la French Tech, changent la vie des Français, créent des centaines de milliers d'emplois partout en France, font notre souveraineté !

Ce n'est qu'un début. pic.twitter.com/1BRrLMcM3o

— Emmanuel Macron (@EmmanuelMacron)
January 17, 2022



À lire aussi

Les 25 licornes françaises racontées en quatre graphiques

Et maintenant ? Pas question pour l'écosystème de se reposer sur ses lauriers. " *Nous ne devons pas, nous ne pouvons pas nous arrêter là, à martelé le chef de l'État. Il faut trouver le chemin de modèles durables, rentables, passer à l'échelle car la compétition est internationale.* " Du côté de l'écosystème aussi, France Digitale, par la voix de sa directrice générale Maya Noël, rappelle que ce cap des 25 licornes " *n'est pas une destination finale, seulement une étape sur un chemin beaucoup plus long* ".

Des géants européens encore trop petits

Un chemin, d'accord mais vers quelle destination ? Emmanuel Macron a

cru bon de poser " *un nouvel objectif : 10 géants de la Tech au niveau européen* ". Alors que la France a pris les rênes de l'Europe jusqu'à fin juin, elle espère bien mettre le numérique au premier plan des préoccupations continentales. Mais l'objectif n'est pas chiffré, ni daté, contrairement au premier. Peut-être parce que l'Élysée a moins d'influence sur l'avenir continental des licornes tricolores que ce qu'il n'en avait sur leur destin national.

En portant politiquement le plan d'investissement imaginé par Philippe Tibi, en se faisant le porte-parole de la startup nation et en mobilisant son pouvoir d'influence pour convoquer les grands noms de la Tech mondiale à Paris - par exemple lors des sommets Tech for Good ou Choose France - Emmanuel Macron a pesé de tout son poids pour braquer les projecteurs sur les pépites françaises. Désormais, à elles de faire le reste du chemin.



À lire aussi

10 milliards d'euros levés en 2021, l'année tant attendue par l'écosystème tech

Néanmoins, le chemin vers des géants européens, capables de tenir la

comparaison avec leurs homologues américains ou asiatiques, semble long. " *Notre startup la mieux valorisée, Back Market, pèse 5 milliards de dollars. Sur le même marché, on trouve Apple, qui pèse presque 600 fois plus* ", note ainsi Maya Noël. Voilà pour l'objectif officiel. Tenir la dragée haute aux plus grands, faire entrer nos licornes au Panthéon de la Tech mondiale, impose de repenser les moyens qui leur sont alloués. Leur chemin passe désormais par le sacro-saint triptyque de la Tech : trouver des financements, des talents et des clients.

Un financement made in France ?

La première ressource est probablement la plus aisée à trouver en ce moment, à condition de ne pas être exigeant sur l'origine *made in France* des fonds. " *Nos licornes sont aujourd'hui en capacité d'être financées mais principalement par des investisseurs américains et chinois* ", observe Maya Noël. Les dernières opérations ont été menées par Tiger ou Goldman Sachs. Il y a quelques mois, c'étaient SoftBank et Tencent qui menaient la danse. De quoi poser quelques questions de souveraineté lorsque l'on touche à des secteurs aussi cruciaux que les Fintechs ou la robotique pour les chaînes d'approvisionnement. " *Nous sommes en train de créer un cercle vertueux pour faire financer ce type de tours de table par des fonds européens* ", affirme, optimiste, la directrice générale de France Digitale.

En parallèle, l'écosystème continue d'acculturer l'ensemble des acteurs financiers aux besoins des entreprises technologiques, notamment dans la perspective de créer le fameux Nasdaq européen qu'entrepreneurs comme investisseurs appellent de leurs vœux depuis plusieurs années. " *Entrer en Bourse est un moyen supplémentaire de pouvoir se financer pour les entreprises d'une certaine maturité mais ce n'est pas une fin en soi* ", écarte Maya Noël. Et pour cause : les débuts de Believe et OVHcloud, toutes deux cotées en 2021, attestent du fait que la Bourse est loin d'être la panacée pour des entreprises encore mal connues ou mal

perçues par les investisseurs boursiers. Si OVHcloud s'en est sorti avec les honneurs, Believe peine à convaincre : plus de six mois après ses débuts, l'action reste toujours 15% inférieure à son prix d'introduction.

Ouvrir les barrières intérieures du marché européen

France Digitale se mobilise aussi pour donner corps au " *marché unique européen* ", davantage fantasmé que réalisé depuis l'avènement de la communauté économique européenne en 1957. " *Un membre du board de France Digitale a l'habitude de dire que quand on se lance sur le marché américain, on court un 100 mètres. Quand on se lance en Europe, on court un 110 mètres haies*, illustre Maya Noël. *Il faut faire face à 27 législations différentes, à 27 types de contrats de travail différents si l'on veut embaucher à l'étranger.* " Il semble illusoire de penser que cette question sera réglée à court terme. La montée des partis nationalistes partout en Europe, qui voient d'un mauvais oeil le transfert à l'Europe de pouvoirs qu'ils estiment relever exclusivement des institutions nationales, plane sur les débats et vient gripper le lobbying que les acteurs du numérique portent à l'échelle continentale.

Paradoxalement, c'est sur un autre point qu'acteurs de la Tech et politiques, y compris souverainistes, pourraient bien se retrouver. " *Nous souhaitons aussi donner à nos startups accès à la commande publique*, avance Maya Noël. *Les États-Unis ont leur Small business act qui permet aux acteurs publics de favoriser les petites entreprises. Il est temps d'arrêter d'être naïfs et d'assumer notre préférence pour les entreprises européennes.* "



À lire aussi

French Tech : 1 milliard d'euros d'investissements en quelques jours... et après ?

Article écrit par Geraldine Russell